

## LA DELIMITATION DES ETAPES FRANCHIES DEPUIS 1949

par

**Dr. Marthe ENGELBORGHES-BERTELS**  
**Centre d'études des pays de l'Est — U.L.B.**

---

Le schéma esquissé par Marx pour expliquer la genèse du capitalisme en Europe, décrit par Engels et défini par Staline dans le cadre rigide d'une théorie historico-philosophique du cheminement parcouru par l'histoire universelle sous l'effet de la lutte des classes, suscite l'adhésion des communistes chinois. Dès 1929, Kuo Mo-jo reprend l'histoire de la Chine dans les canons de cette théorie unilinéaire du développement de l'humanité. Ce schéma confirme le sens chinois de la dialectique, l'orientation de la pensée vers la pratique, il fournit une explication scientifique du nécessaire développement que parcourent les stades successifs de l'évolution des techniques et des rapports de production nouveaux qui les accompagnent, il satisfait le besoin de continuité culturelle et de modernisation qu'éprouvent les Chinois profondément nationalistes.

A la suite du P.C.C., les historiens chinois adoptent la vue stalinienne devenue orthodoxe et considèrent que la Chine aussi a connu le communisme primitif (jusqu'en 4000 avant J.C.), puis la société esclavagiste (du 21<sup>e</sup> au 5<sup>e</sup> siècle avant J.C., soit des Hsia aux Royaumes Combattants), puis l'époque féodale, ouverte en 475 et qui s'étend jusqu'en 1840 au moins si pas jusqu'en 1949 sous forme d'une prolongation semi-coloniale et semi-féodale, suivie d'une étape capitaliste et enfin du communisme.

L'époque moderne comprend deux phases : l'étape capitaliste de développement socio-économique précédant la phase socialiste, celle qui constitue une transition préparatoire au communisme. En gros, l'explication générale, mécanique et passe-partout du développement historique est adoptée : la roue de l'histoire amènera inéluctablement le socialisme, avec la même certitude que celle qui permet

de considérer que l'eau du Yangtse finit nécessairement par arriver à la mer.

Les particularités propres à la Chine sont indéniables et posent des problèmes. La période de l'esclavage n'a pas connu de propriété privée de la terre en Chine (elle est généralement considérée comme l'âge de la féodalité chinoise par les historiens étrangers); le féodalisme chinois revêt des caractères spécifiques dus à sa bureaucratie d'Etat, dotée de pouvoirs de fonctions non personnels, non héréditaires, non assortis de bénéfice. La durée de cette étape en Chine est mal expliquée par une stagnation que nient ce qui est connu à propos des progrès enregistrés par l'agriculture, les communications, l'administration, la puissance de l'Empire et son ordre politique centralisé. Enfin, l'étape capitaliste n'a pu se développer à cause des interférences étrangères : colonialisme et impérialisme ont soutenu les éléments les plus conservateurs en Chine même, de sorte que l'essor d'un secteur économique fort limité s'est produit au cours d'une époque qui reste semi-féodale et semi-coloniale. Des progrès ont été faits dont témoignent les révoltes paysannes, seule force dynamique, qui ont entraîné des réformes, de nouvelles techniques et de nouvelles conceptions mais qui ont toujours été matées grâce à l'appui fourni par l'impérialisme étranger aux féodaux chinois.

Depuis que la Chine est animée par le parti communiste chinois, la situation se modifie et avec l'avènement de la République populaire en 1949 et la participation au camp socialiste, à son aide, ses conseils et son expérience, la Chine s'engage dans un raccourci qui lui permet de sauter l'étape d'un capitalisme véritable et de passer du féodalisme à la construction du socialisme : la révolution démocratique et la construction des bases économiques dirigées par le P.C.C. offre aux pays en lutte contre la colonisation et l'impérialisme le modèle à suivre pour leur émancipation, comme la révolution de 1917 est l'exemple à suivre pour les pays capitalistes.

Trop de travaux sont cependant consacrés depuis 1949 à ces particularités de la Chine ancienne, au gré des dirigeants du P.C.C.; l'histoire chinoise n'est pas assez reliée à l'histoire mondiale, à cause des réticences des historiens non marxistes. Des invitations pressantes leur sont adressées à partir de la campagne de rectification de 1957; en 1958, Ch'en Po-ta leur demande de mettre dorénavant l'accent sur le présent. Le conflit sino-soviétique et les dissensions au sein de l'équipe dirigeante chinoise permettent cependant le déploiement d'un intérêt accru pour tout ce qui peut réaffirmer l'autonomie de

l'histoire chinoise, en réagissant contre la volonté soviétique d'imposer à la Chine une vision mondiale de l'histoire qui n'est que formellement marxiste et qui, au contraire, est l'expression du chauvinisme russe. Entre 1960 et 1962 apparaissent des études sur de bons fonctionnaires intègres, sur les politiques conciliantes menées par certains empereurs, études qui ne développent pas l'histoire en termes de classes, mais en évitant l'optique d'esclaves des compradores et des étrangers et, surtout, en n'oubliant pas que c'est bien le présent qui importe et que, d'autre part, l'objectivité n'est qu'une indifférence bourgeoise à l'égard des exigences de la révolution.

C'est sous l'impulsion du Président Mao que reprend l'effort en vue de placer l'histoire de la Chine dans l'histoire générale du monde de conception marxiste-léniniste, à partir de 1962 et plus précisément de la campagne d'éducation socialiste. Il en résulte bientôt non seulement l'intégration des particularités chinoises dans l'évolution historique mondiale, mais encore l'élévation au niveau de normes générales et universelles de certaines de ces particularités.

Nous nous bornerons ici à signaler deux exemples de cette évolution :

1) le fait que la révolution ait été opérée en Chine grâce aux paysans et non en mobilisant l'aile la plus progressiste que constitue le prolétariat industriel;

2) le recours à un nouveau mouvement révolutionnaire comme celui que le Président Mao considère nécessaire et opportun, quinze ans après la prise du pouvoir par le P.C.C.

L'affirmation de ce que la révolution communiste chinoise offrait un modèle aux pays coloniaux et semi-coloniaux faisait de la Chine le "leader" du tiers monde. La rupture du camp socialiste aboutit à ce que la Chine montre l'exemple à suivre par les forces les plus nombreuses dans le monde, celles qui présentent le plus grand potentiel révolutionnaire et dont la quête de libération, d'indépendance et de révolution constitue le moteur du progrès. Or, l'expérience chinoise a démontré que des forces neuves, faibles, peuvent triompher des plus forts grâce à une stratégie, à une détermination, à une ligne politique comme celles que la Chine a mises en oeuvre. Alors qu'il était devenu évident que les ouvriers étaient trop faibles en nombre et incapables d'accomplir la révolution en Chine, Mao Tse-tung contre l'avis des dirigeants du P.C.C., de l'URSS et du Comintern, considère en 1927 que c'est la masse des paysans pauvres qui la fera : en stratège et en organisateur de l'action révolutionnaire,

il affirme que le pouvoir sera conquis par le fusil.

C'est après qu'ait été consommée la rupture entre le parti communiste chinois et le parti communiste de l'URSS et alors que se prépare un nouvel élan révolutionnaire en Chine que Lin Piao déclare le 3 septembre 1965 que la stratégie suivie par le Président Mao en établissant des bases révolutionnaires dans les zones rurales pour encercler les villes et y prendre le pouvoir est de valeur universelle pour toutes les luttes révolutionnaires actuelles. La pensée de Mao Tse-tung est désormais présentée comme l'application du marxisme-léninisme aux conditions locales et temporelles présentes et aussi comme un approfondissement qui le porte à la plus totale généralisation.

Le marxisme-léninisme prolongé par la pensée de Mao fournit grâce à cette réinterprétation du passé révolutionnaire de la Chine une théorie générale, un guide pour l'action, dont chacun peut s'inspirer, quel que soit le degré d'évolution économique et sociale du système sous lequel vit celui qui entreprend une transformation révolutionnaire.

Dans un pays féodal et dans les pays soumis à la colonisation ou au néo-colonialisme, les masses doivent s'organiser en mouvements populaires de guérilla, établir des bases rurales et s'organiser dans les campagnes afin de renverser peu à peu par une guerre d'usure l'ordre établi et lui substituer un régime qui sera celui de la nouvelle démocratie. Pendant la guerre populaire prolongée comme pendant la période de nouvelle démocratie, l'avant-garde du prolétariat (paysans - ouvriers - soldats) doit dominer mais elle peut associer au pouvoir des éléments bourgeois maintenus sous contrôle et toujours rigoureusement contenus. Le socialisme graduellement remplacera le féodalisme, le capitalisme et l'impérialisme si la vigilance est maintenue en éveil, si le zèle révolutionnaire n'est pas remplacé par le désir de se retrancher dans le confort et l'autoritarisme et si le révisionnisme ne s'installe pas.

Ce mouvement de lutte implique la violence (les transitions pacifiques ne peuvent réussir), il doit de plus être autochtone (les aides étrangères sont coûteuses et contraignantes) et il doit utiliser les particularités nationales pour élaborer une voie particulière de développement conforme au marxisme-léninisme.

C'est ce mouvement de lutte des masses rurales qui submergera les pays capitalistes car le Tiers Monde est assimilé aux bases des campagnes qui entourent et nourrissent les métropoles que sont les

pays aux économies les plus développées et les pays qui ont régressé du socialisme au stade du social-impérialisme et du capitalisme d'Etat.

Ainsi se trouve simultanément franchi l'obstacle que constituait le retard de la Chine en matière de développement capitaliste. Restée à l'étape semi-féodale à cause de l'impérialisme qui a empêché l'épanouissement du capitalisme privé, la Chine a transformé en un élément favorable ce qui à première vue apparaissait comme défavorable. Les derniers appelés seront les premiers et les retardés, victimes des plus développés, rattrapent le temps perdu et prennent la direction du mouvement progressiste grâce à l'utilisation des frustrations et du potentiel révolutionnaire longtemps accumulé.

C'est ce que le Président Mao exprime d'une manière imagée en parlant de la pauvreté et de l'arriération de la Chine qui sont des conditions propices et qu'il compare à la feuille blanche sur laquelle peuvent s'écrire les plus beaux poèmes.

La Chine est, d'autre part, devenue le creuset où continue à agir le ferment révolutionnaire de manière ininterrompue et fidèle au marxisme-léninisme. Le rayonnement des leçons de son expérience montre la voie à emprunter pour triompher du capitalisme, du colonialisme et de l'impérialisme, quelles que soient ses formes et ses couleurs. La Chine est ainsi replacée de plain-pied dans l'histoire mondiale et elle y occupe une situation centrale en mettant en évidence les dangers de restauration qui menacent toute révolution et en éclairant les moyens d'y parer. La théorie de la lutte des classes s'enrichit de la conception dégagée de l'expérience chinoise à propos de la nécessité de continuer cette lutte au sein d'une société socialiste. Déjà Staline avait attiré l'attention sur l'accentuation de cette lutte et l'évolution ultérieure de l'URSS a justifié le bien-fondé de ses craintes. A partir de 1962, Mao Tse-tung montre que le P.C.C. peut lui aussi devenir une hiérarchie irresponsable qui cherche à se perpétuer. Avec la révolution culturelle prolétarienne, l'histoire de la Chine enrichit l'héritage marxiste et se lie de manière indépendante à l'histoire révolutionnaire du monde.

La théorie n'en sera cependant dégagée que pendant le mouvement de critique de Lin Piao et de Confucius en 1973-1974 à partir d'autres événements. C'est la manière dont s'est opérée la transition vécue par la Chine entre l'esclavage et le féodalisme qui est analysée et qui, par analogie, fournit la leçon pour franchir la transition actuelle vers le communisme. Une loi s'en dégage car les mêmes causes

ont déjà entraîné les mêmes effets dans d'autres sociétés et sous d'autres régimes et elle se vérifie toujours à l'heure actuelle : aucun atermoiement ni aucune concession n'est possible pendant une période de transition, sous peine de renforcer ceux qui s'opposent au progrès et de leur permettre un retour en arrière.

L'interprétation fournie en 1973-74 de la lutte entre confucéens et légistes depuis le 3e siècle avant J.C. comme la nouvelle analyse présentée en 1975 du Shui Hu-chuan stigmatisent l'esprit funeste de conciliation et de capitulationnisme dont les conséquences ont été fatales aux germes progressistes du règne de Ch'in Shih Huang-ti et aux apports des révoltés de Liang Po.

Or c'est en décembre 1972 qu'est publié le premier article du Professeur Yang Jung-kuo sur la lutte entre les deux grandes écoles de pensée, au moment même où Lin Piao critiqué comme élément d'ultra-gauche est décrit comme un partisan de l'ultra-droite. Le thème du débat sera développé plus particulièrement après le 10e congrès d'août 1973, pendant la campagne 'pi lin pi Kung' au cours de laquelle Ch'in Shih Huang-ti est pris comme symbole des forces de progrès que représentent les propriétaires fonciers opposé aux vestiges de la société esclavagiste. Ce qu'il faut comprendre, en 1973 et 1974, c'est la distinction qui s'est opérée entre conceptions de bienveillance qui adoucissent la lutte des classes, mènent à des compromis et des réformes, poussent à la fusion des éléments inconciliables appelés à s'opposer et à se diviser et celle d'une lutte jusqu'au bout pour maintenir les acquis porteurs des germes de l'étape historique suivante, les protéger, leur permettre de se développer en séparant énergiquement le bon grain de l'ivraie.

Le débat de 1973-1974 est plus qu'une campagne politique contre Lin Piao et ses partisans assimilés aux conservateurs que sont les confucéens; il est plus qu'un plaidoyer pour une centralisation du pouvoir, une unification du territoire et de sa population, il compose un chapitre de plus à la jurisprudence que construisent les historiens, les intellectuels attachés à la culture et la pérennité de la Chine dont les précédents fournissent un guide aux futures générations de fonctionnaires et, ce faisant, servent le régime en perfectionnant l'historiographie sino-marxiste de la marche en avant de l'humanité. L'histoire ancienne explique l'histoire en cours et la chronique du passé est un miroir de la conduite politique à suivre.

Parallèlement, vont pouvoir reprendre les travaux sur la périodisation de l'histoire en termes marxistes. La presse fait écho aux

études de Fan Wu-lan et surtout de Kuo Mo-jo sur ces problèmes, particulièrement à propos des preuves que fournirait l'archéologie en matière d'esclavage sous les Chou et d'absence de toute propriété privée. La critique de Lin Piao et de Confucius a ravivé l'analyse communiste chinoise qui doit mettre de l'ordre dans l'histoire de la Chine et permettre de comprendre pourquoi le féodalisme n'a pas débouché plus tôt sur le capitalisme. Le mouvement doit aussi répandre le thème de la restauration à partir de la régression vécue au 3<sup>e</sup> siècle et de toutes les régressions imposées aux mouvements révolutionnaires vécues en Chine, régression dont L'URSS a fait l'expérience à partir du gouvernement de S. Khrouchtchev, régression enfin que la Chine aurait pu connaître sans la lucidité de son dirigeant. Il n'y a qu'une histoire et la Chine en constitue l'illustration exemplaire. Les commentaires consacrés depuis le début de 1977 à la théorie des trois mondes indiquent à cet égard les axes directeurs qui guident l'histoire mondiale actuelle, qui éclairent la révolution chinoise et l'intègrent au passé chinois.

Le caractère progressiste de Ch'in dépasse largement la suppression de l'esclavage. Ce qui en fait un personnage historique éminemment positif c'est qu'il a épousé en son temps le mouvement de l'histoire. Qu'a-t-il fait pour cela : 1) il a imposé par la force l'unité politique et l'utilisation rationnelle des forces de production essentielles, 2) il a compris qu'il fallait intéresser les paysans au résultat de leur travail, soutenir les propriétaires fonciers porteurs de progrès par rapport aux seigneurs esclavagistes, 3) il a centralisé les pouvoirs jusqu'au niveau des districts (siège du comité du Parti communiste qui depuis 1970 doit comme à Tachai diriger toutes les activités), 4) il a mis en place un régime qui remplace la morale par le droit et qui empêche la contestation du pouvoir politique par des oppositions secrètes, des groupes qui tendent à se constituer en cliques, factions, grandes familles et en royaumes indépendants, en soumettant par la violence la population à une uniformisation culturelle et à des règles identiques sans distinction de statut personnel (chacun est récompensé en fonction de son apport à la production et à l'organisation) soit en faisant régner l'ordre et la stabilité.

L'utilisation de Ch'in pour éclairer le présent fournit encore une autre analogie qui permet de critiquer le présent et de l'orienter vers la poursuite des buts véritables à atteindre. Ch'in et tous les mouvements inspirés par les légistes jusqu'en 1949 n'ont pas réussi à sauvegarder les conditions qui auraient permis la maturation d'une étape

ultérieure de développement historique. S'ils ont échoué sur ce plan, c'est parce qu'ils n'ont pas éliminé complètement ni tous ceux qui étaient dangereux ni toutes les séquelles de l'ancien régime favorables à sa restauration.

Une analyse défectueuse des contradictions en présence n'a pas permis de concentrer l'effort sur l'élimination radicale et total de l'ennemi principal, celui qui incarne le danger le plus immédiat de régression. L'absence de lucidité ou d'énergie de la part de ceux qui détiennent les leviers de commande mène à la perte : consentir des compromis, faire une place même réduite au contre-courant est une faute.

Il est à cet égard intéressant de souligner la tentative faite pour expliquer les fautes commises par Teng Hsiao-ping et qui ne sont pas, comme la "bande des quatre" l'a dit, son désir d'ordre, de stabilité, de développement économique, mais au contraire de n'avoir pas éliminé les éléments néfastes qu'il était en son pouvoir de réduire à l'impuissance : personnes et choses nouvelles qui ont émergé du néant à partir de la révolution culturelle.

Toujours est-il que dès août 1974, lorsque la chute rapide de Ch'in est imputée à l'abandon d'un gouvernement central fort et au développement de la subversion interne. Il doit donc être clairement compris qu'il faut rejeter les factions, exercer une dictature sur les réactionnaires usurpateurs bénéficiaires de la bienveillance trop générale grâce au refus d'engagement actif dans la lutte et à la peur de recourir à la force au bon moment. La critique des contes du bord de l'eau en septembre 1975 vise ceux qui ne les ont pas rejetés. On dira que la critique du Shui Hu a été la première campagne politique lancée à l'insu de Chou En-lai.

C'est le même mécanisme d'indécision et de tendances conciliantes qui explique l'implantation des intérêts étrangers en Chine au 19<sup>e</sup> siècle, utilisée par une frange qui y était intéressée. La soumission à l'impérialisme et la répression des mouvements de révolte populaire ont renforcé le caractère semi-féodal et semi-colonial du pays et l'ont privé des conditions nécessaires au développement d'un capitalisme indigène, entreprenant et indépendant.

Les personnages et les événements du passé servent ainsi à l'heure présente comme dans la tradition, cependant dénoncée. Leur présentation, l'interprétation de leur action servent à promouvoir l'unité, la production, la centralisation, l'institutionnalisation et cette fois, la révision du bilan porte sur la Chine elle-même mais

aussi sur le monde extérieur puisqu'elle mène à la formulation d'une loi générale au progrès des sociétés humaines. Il reste que selon l'époque, selon les besoins du moment, les mêmes personnages historiques révèlent des caractéristiques différentes. Faut-il rappeler qu'en 1960, Confucius a été appelé au secours pour stabiliser et unifier le pays afin de valoriser l'harmonie à rétablir et l'unité du pays à résoudre après le grand bond en avant; alors que pendant la révolution culturelle, Confucius a été critiqué pour son penchant à la décentralisation, au séparatisme, à des règles personnelles non écrites de convenances ?

La vérité historique n'a guère d'importance, face à l'appropriation possible du passé aux buts politiques contemporains. La critique de Confucius, telle qu'on la mène depuis le 4 mai 1919 est à nouveau terminée d'ailleurs : les besoins d'un front uni à rétablir impliquent évidemment cette nouvelle accalmie, d'autant plus justifiée que l'on accuse les partisans de la "bande des quatre" d'avoir utilisé la campagne "pi Lin pi Kung" pour critiquer l'équipe gouvernementale que dirigeait Chou En-lai.

\*  
\*   \*  
\*

Une autre réappréciation du passé est en cours : elle concerne la qualification de la période historique que traverse la Chine et son intégration plus parfaite dans la présentation marxiste des étapes du développement historique. Cette réappréciation s'opère au détriment du primat accordé jusqu'ici en Chine à la politique sur l'économie; le personnage historique dont le rôle est interprété cette fois pour les besoins de la cause est le Président Mao lui-même, de plus en plus traité de la manière dont lui-même avait manipulé Confucius pour accenter ce qui dans le passé peut servir la nécessité actuelle.

Un accord existait pour reconnaître que la Chine n'avait jamais connu de véritable capitalisme : le bourgeois de progrès apparus très tôt n'avaient jamais pu s'épanouir à cause des influences étrangères qui avaient au contraire consolidé une coalition entre dirigeants féodaux et membres de la bureaucratie capitaliste, alliés aux intérêts étrangers. Le consensus réalisé comportait aussi la conviction que lorsque le régime du K/M/TL aurait été renversé, rien n'empêcherait plus le développement économique rapide de la

Chine grâce aux pas de géant qu'allait permettre de franchir la période de transition qu'ouvrirait la prise de pouvoir par le P.C.C.

Depuis Yenan, Mao Tse-tung avait précisé ses conceptions et expliqué la nécessité de procéder en deux étapes. Dans "La nouvelle démocratie", il montrait en 1940 que dans un pays arriéré comme la Chine, le mouvement anti-impérialiste et anti-féodal devait s'étendre à l'ensemble des patriotes soucieux d'indépendance, de souveraineté nationale et de progrès économique, social et politique. Une période dite de "nouvelle démocratie" devait d'abord être parcourue pendant laquelle le pouvoir central devait être détenu par le P.C.C. mais par la voie d'une dictature de la majorité, formée des paysans, des ouvriers, des intellectuels et de la bourgeoisie nationale, sur la minorité constituée des ennemis du socialisme. C'est l'étape de la dictature démocratique du peuple pendant laquelle des non-communistes peuvent exercer des responsabilités sous la surveillance et la direction du P.C.C. Ensuite seulement viendrait une période socialiste de dictature du prolétariat.

La première phase précédant l'étape prolétarienne est ainsi caractérisée par un développement socio-économique comparable à celui réalisé ailleurs par le capitalisme et par une démocratie de type bourgeois mise à l'abri toutefois des abus que commettent les entrepreneurs privés et les monopoles grâce à l'action du P.C.C. Mao Tse-tung dit que la révolution démocratique bourgeoise qui remplace la société semi-féodale et semi-coloniale doit rejeter le féodalisme et l'impérialisme mais non éliminer le capitalisme ni la propriété privée. "Guidée par le prolétariat, la néo-démocratie révolutionnaire prépare le socialisme mais ne l'atteindra que lorsque la révolution bourgeoise démocratique aura été achevée et que les conditions nécessaires seront réunies et mûres pour la transformer en révolution socialiste" (1).

(1) La révolution chinoise et le P.C.C. 1939 — Oeuvres choisies vol. 2. L'insistance sur le caractère bourgeois de la République populaire que définit la Constitution de 1954, modifiée en 1975 seulement, tient à l'arriération économique du pays, au déséquilibre du secteur économique moderne, limité aux côtes et aux grandes villes de l'Est, cantonné dans l'industrie légère. Elle est révélée par l'importance de la population rurale qui vit du travail de la terre, dépourvue des moyens modernes de production et soumise à des relations de production pré-capitalistes, mais l'arriération se marque aussi dans l'absence d'unité nationale et d'un mouvement bourgeois étendu et puissant.

Le programme de la révolution démocratique bourgeoise est en fait celui de Sun Yat-sen non réalisé par le K.M.T. : former un Etat-nation moderne, doté d'un gouvernement central fort, unifier le territoire, développer un sens d'identité nationale, renverser le féodalisme dans les campagnes par une répartition des terres cultivées entre ceux qui les mettent en valeur, encourager les entreprises privées favorables à l'économie nationale maintenues sous contrôle et exclues des secteurs d'importance stratégique et créer les conditions nécessaires au développement des forces de production modernes. Sous le premier plan quinquennal de 1953-58 commence la transition vers le socialisme : les capitalistes nationaux ne sont ni les dirigeants de l'expansion économique ni ses bénéficiaires et la collectivisation agricole élimine la propriété privée dès 1957. La nature de l'Etat cesse, en 1958, d'être décrite comme une dictature démocratique du peuple, elle devient une dictature du prolétariat. La littérature présente simultanément la révolution démocratique bourgeoise comme terminée mais comme entamée dès 1919 sous l'action du P.C.C. et de Mao et l'orientation du pays dirigée par le seul P.C.C. dès 1935. Les temps sont donc mûrs et d'ailleurs apparaissent des germes de communisme avec les transformations radicales de 1958.

La période des grands bonds en avant, l'élaboration de la ligne générale d'édification du socialisme qui deviendra bientôt la ligne révolutionnaire opposée à la ligne révisionniste, rompt avec les méthodes soviétiques et favorise l'évolution vers le socialisme tel que le décrit la théorie (Le Manifeste par exemple) avec la combinaison de l'industrie et de l'agriculture, l'industrialisation rurale, l'enseignement lié à la pratique et à la production, l'obligation du travail productif des cadres. Simultanément, l'accent est mis sur les transformations des structures avant celle des forces de production.

Le mouvement échoue cependant tant sur le plan des transformations socialistes des méthodes de gouvernement que dans l'ordre économique. Il n'y a pas plus de contrôle par les producteurs des conditions et des produits de leur travail que de contrôle sur l'Etat qui administre l'économie. Le réexamen — le réajustement — auquel sont soumis tous les secteurs d'activité économique et l'abandon de la stratégie maoïste de développement accrédite la version selon laquelle la ferveur révolutionnaire, le volontarisme, la négligence de la base économique comme support des superstructures, la conscience prise comme détermination de l'essence n'ont pas per-

mis la libération des forces de production indispensables à la transformation de la Chine en un pays socialiste puissant et moderne. L'opinion contestataire exprimée dès 1959, développée en 1970, devient ligne politique officielle depuis octobre 1976.

L'analyse de textes du Président Mao antérieurs à 1958, la recherche des axes d'action dans "Les dix grandes relations", discours qui date de 1956 et qui insiste sur la faiblesse du développement capitaliste et sur la révolution tardive opérée par la Chine servent à justifier les choix actuels, visent à garder une image intacte du Président Mao et à la concilier avec le courant de stabilité, de progrès économique et technologique, de rationalité basé sur le fonctionnement hiérarchisé des institutions soumises à des règles précises, la modernisation des forces de production avant de nouvelles transformations des rapports de production, l'utilisation du profit comme moteur, la séparation des tâches, la spécialisation, le recours à tous les moyens qui contribuent à la mobilisation de l'enthousiasme productif, sans exclusive ni monopole, l'appel aux plus compétents, aux plus doués, aux meilleurs producteurs pour former la couche détentrice de l'autorité et qui forme le coeur du système.

Par des citations choisies, les dirigeants actuels montrent que Mao voulait l'unité du P.C.C., l'unité dans l'Etat et dans l'armée, sans que cette stabilité et cette union ne signifient la fin de la lutte des classes. Celle-ci constitue l'axe mais elle prend des formes spécifiques suivant les différents secteurs : dans l'armée, elle signifie la nécessité de renforcer le potentiel de défense par des armes perfectionnées et des spécialistes techniciens; dans l'économie, elle implique le développement des moyens de production les plus modernes et l'adoption des règles de fonctionnement inspirée par la recherche de la rentabilité économique des mieux doués afin de former le contingent d'élite capable de doter le pays d'un développement scientifique et technique de niveau international pour ensuite le dépasser, et d'apporter une contribution au développement de l'humanité.

Les huit missions principales énoncées dans le rapport politique présenté par Hua Kuo-feng au 11e congrès du P.C.C. soulignent le besoin d'épuration, de consolidation et de renforcement de l'appareil du parti et de l'Etat, de soumettre les cadres à une discipline plus ferme, d'unifier la population encadrée, contrôlée et stimulée à mieux produire, de promouvoir le développement économique, d'accentuer le développement d'un contingent de tra-

vailleurs scientifiques, d'une vaste armée de techniciens, de théoriciens, de savants, d'artistes, d'intensifier l'implantation d'un système centralisé de gestion. Ces tâches sont justifiées par le texte sur les "Dix grands rapports" publié en décembre 1976 et dans le 5e volume des oeuvres choisies de Mao de manière à revêtir de la rhétorique du défunt Président, des conceptions que depuis 1958 il avait récusées. Ceci atteste la permanence de l'interprétation, par les fonctionnaires lettrés, des classiques supérieurs à l'autorité des gouvernants éphémères et l'intégration actuelle des oeuvres de Mao dans le corpus dans lequel sont puisés les fils qui guident la pensée et l'action.

C'est cependant depuis la fin de la révolution culturelle et plus précisément l'élimination de Lin Piao en 1971 que l'accent a été mis sur la nécessité de développer les forces productives afin d'éviter l'arriération de la Chine par rapport aux pays capitalistes. Le socialisme certes peut régresser par manque de réformes de structures et restauration de privilèges bureaucratiques, ce sont toutefois les retards dans le domaine des forces de production qui constituent le principal danger de l'heure; ces retards en effet rendent imparable la concurrence économique du monde extérieur sinon ses agressions; de plus ils suscitent des revendications populaires qu'il faudra bien un jour prendre en considération.

Un examen des thèmes majeurs de la campagne "pi Lin pi Kong" révèle que les questions fondamentales débattues concernent la priorité à accorder à l'unité géographique et idéologique, au développement économique et scientifique, à la défense solide des frontières contre l'URSS bien avant la lutte des classes et la révolution. La situation en 1973-74 exige le développement régulier de l'économie, la stabilité et l'unité, l'absence de troubles qui sont toujours des facteurs de régression. Pour le Prof. Yang Jung-kuo, fin 1972, est rétrograde celui qui propage les idées de l'ancien temps et n'analyse pas les conditions de développement économique et social de son époque. Cet ancien temps n'est pas celui d'avant 1966 mais bien la période ouverte en 1966 avec la quête de vérités métaphysiques. L'éloge des légistes montre d'autre part l'importance à reconnaître au développement économique, les encouragements à accorder aux producteurs, à ceux qui cherchent la vérité dans les faits; il faut analyser, pour les légistes comme dans le monde contemporain, les causes technologiques et économiques qui sont les forces motrices de l'histoire et non compter sur la volonté subjective de héros. Sont rappelées dans les débats sur l'histoire, les lois immuables qui déterminent les étapes historiques de développement et dont il faut permettre le plein effet afin de progresser dans

l'évolution. Dans les commentaires consacrés aux oeuvres inspirées par les légistes et notamment au Traité sur le sel et le fer, Liang Hsiao (pseudonyme que l'on reverra en 1976) fait, dans le *Drapeau Rouge* de mai 1974, un éloge du pragmatisme et incite à résister au mouvement d'opposition à la marée de l'histoire. Il faut, dit-il, respecter les lois objectives de l'histoire et ne pas vainement espérer pouvoir sauter des étapes. Les confucéens qui considèrent le passé comme l'âge d'or sont d'autre part présentés comme voulant le retour à un idéal favorable à leurs intérêts mais plus proche du paradis de Yen-an que de celui de Liu Shao-ch'i : vêtements grossiers, brouet spartiate, maisons de paille, vie rustique primitive justifiée par un état de guerre, mais qui ne projettent pas une perspective enviable.

Au printemps de 1974, la critique de Lin Piao et de Confucius s'étend au domaine de la science, précisément au moment où le gouvernement de Chou En-lai cherche à moderniser le potentiel industriel du pays et développe ses importations de techniques, d'équipements et d'usines "clés sur porte". Les textes les plus importants de la campagne politique parlent alors des légistes qui, en bons matérialistes, ont développé la recherche scientifique, ont toujours été favorables à la prise en considération des lois de la nature (le wou wei tel que l'interprète J. Needham) et aux efforts d'innovations productrices, en opposition aux confucéens qui n'accordent de valeur qu'à la vertu morale, qu'aux exhortations idéologiques. Il faut se servir des lois, des hommes compétents et des idées progressistes venues de l'étranger.

Actuellement, le discours qui simultanément critique la bande des quatre et énonce la juste ligne actuelle insiste sur la nécessité de respecter les forces déterminantes de l'histoire et les moteurs objectifs du développement social pour que les activités des hommes soient significatives sur le plan historique. Ces lois sont à étudier par l'analyse des techniques de l'organisation de la production et des relations sociales. Pour Marx, ce n'est qu'aux moments cruciaux que la révolution est possible : un révolutionnaire véritable n'agit pas sous une impulsion mais en reconnaissant les facteurs objectifs, en les étudiant, en les utilisant à ses fins. Dans le domaine du développement économique et social, les hommes doivent se servir des lois économiques pour construire le socialisme.

Les guides actuels de l'action sont clairs : modernisation des moyens de production pour développer l'économie / utilisation des

“droits bourgeois” dans le cadre des lois qui interdisent la propriété privée des biens de production / recherche d’une administration indirecte des campagnes contrôlée pour que les principes généraux de l’Etat central soient respectés mais de manière à ne brimer ni l’utilisation manufacturière des énergies, ni l’esprit d’entreprise ni le jeu de la concurrence entre secteur de la petite production, secteur de l’économie collective et secteur de la propriété du peuple tout entier / réduction systématique des coûts de production, rentabilisation des efforts et stimulation des meilleurs producteurs et gestionnaires / émulation en faveur des plus doués, utilisation des cadres et des intellectuels démocrates même si leur conception du monde n’a pas été complètement transformée / réveil des partis politiques démocratiques et de la conférence politique consultative du peuple chinois / absence de nouvelles réformes des structures tant que ne sont pas accomplis les progrès de la base qui les amèneront. Toutes ces politiques insistent sur la permanence de la transition vers le socialisme avec une coloration plus proche de la nouvelle démocratie que de la dictature du prolétariat, elles montrent que c’est la démocratie qui doit régner au sein du peuple et la dictature sur les seuls opposants endurcis, les factieux, ceux empêchent le rétablissement de l’harmonie et du bien-être nécessaire au développement de la puissance du pays et de l’aisance de sa appropriation.

Pour l’heure, ce n’est pas tant prévenir la restauration du capitalisme jamais instauré en Chine qui compte, mais bien de réparer les dégâts causés par la regression dont sont coupables les 4 et leur support ultra-conservateur et parvenir à égaler les réalisations que le capitalisme a permis d’atteindre ailleurs.

La définition des tâches à accomplir hic et nunc se fait ainsi d’une manière voilée à partir d’une réinterprétation du passé et dans une forme ambiguë pour ne pas ouvrir prématurément un large débat et en vue de n’être comprise que par le groupe des seuls initiés. Ceci consolide l’usage d’une langue de bois pour les masses informées des slogans mais non de leur signification profonde.

C’est que l’histoire n’est pas encore séparée de l’idéologie, de l’éthique et de la politique qu’imposent les dirigeants mais aussi que les modernisateurs eux-mêmes ne peuvent immédiatement renoncer à l’utilisation traditionnelle de l’histoire parce qu’aucune des préconditions nécessaires à l’entrée dans une étape plus évoluée — l’étape de construction du socialisme — n’est remplie sur le plan politique en Chine. La dictature du prolétariat n’y a pas signifié une

prise en main des pouvoirs par les citoyens, la démocratie n'a jamais été présentée en Chine comme un moyen et comme une fin du socialisme. Même lorsque le discours politique promettait l'application des principes de la Commune de Paris et combattait la bureaucratie distante des gouvernés, c'est en usant de son prestige personnel et des forces qu'il pouvait rallier qu'agissait Mao Tse-tung et non par des garanties institutionnelles ni par un contrôle démocratique véritable.

La société chinoise en 1977 n'est en fait ni capitaliste ni socialiste : la propriété privée des biens de production n'y est pas instaurée et n'a donc pas développé les forces de production comme la recherche du profit maximum permet de le faire et d'autre part, les producteurs n'y exercent pas le contrôle sur les conditions et sur les produits de leur travail. La période de transition que traverse la Chine apparaît ainsi pouvoir durer entre très longtemps et les efforts sont actuellement orientés en priorité vers la croissance rapide et continue d'une structure bureaucratique autonome dominant le pouvoir de l'Etat, les activités économiques et la vie culturelle sans que des freins ne puissent lui être opposés.

L'héritage culturel n'est pas vraiment remis en cause comme le demandaient les membres de l'intelligentsia ouverte aux conceptions étrangères depuis 1915 et surtout mai 1919. L'histoire n'est pas devenue une discipline scientifique indépendante de la raison d'Etat. Les masses sont réputées faire l'histoire mais ce sont toujours les membres de l'élite dirigeante qui l'écrivent et qui encadrent l'action des masses. Malgré l'établissement d'un rapport au passé comme ferment révolutionnaire, le discours académique au service de la bureaucratie continue à manipuler grâce à des références au passé qui se veulent mobilisatrices mais non pas créatrices d'une responsabilité politique directe et effective.

L'interprétation de l'histoire faite par les gouvernants oublie ce qui n'est pas utilisable au moment où ils la formulent; la chronique des onze grandes luttes qui tient lieu d'histoire du P.C.C. depuis sa fondation en fournit le plus incontestable exemple. D'autre part, cette interprétation fait jouer à la Chine un rôle dans le monde qui se veut à la mesure de sa taille, de son ancienneté, de son importance.

L'évolution reste-t-elle aussi formelle, aussi solidement consacrée par les dirigeants qu'il y paraît en surface ?

Rendent un son nouveau une série de phénomènes et d'inter-

ventions de la population qui frappent de plein fouet tant l'ordre établi que l'interprétation de l'histoire que fournissent les organes du pouvoir politique. Bornons-nous à citer : les mécontentements en sens divers qu'ont manifesté l'absentéisme, le relâchement de la discipline, les sabotages, les grèves, le développement de la criminalité et l'apparition de troubles. Toutes les grandes normes d'ordre public ont été violées : irruption du marché noir, de la spéculation, des fermes privées, retour illégal des jeunes instruits exilés des villes, expressions de revendications des droits démocratiques, de la liberté de parole et d'un ordre légal au lieu du système autocratique et autoritaire qui se perpétue. Manifestation contre l'égalitarisme, l'endoctrinement simpliste, la menace perpétuelle de purges, sanctions infligées aux initiatives enrichissantes du travail, de l'intelligence et du goût, qui culmine le 5 avril 1976 dans le refus de la société féodale de Ch'in et le refus de son homologue actuel de faux marxisme et de pseudo-lutte des classes.

L'accusation formulée contre la bande des quatre d'avoir utilisé le passé à ses fins lors du mouvement de critique de Lin Piao et de Confucius introduit un germe d'innovation : la presse a ainsi diffusé l'opinion de ceux qui estiment que cette manipulation du passé par le pouvoir doit cesser. Le savoir et l'action sont certes liés mais à condition que le savoir désigne la connaissance la plus large possible et non plus la maigre tranche utile à ceux qui détiennent le pouvoir ou participent à la clientèle des gouvernants.

Renverser le système Lin Piao qui est aussi celui de Ch'in Shih Huang, abolir le monopole des quelques féodaux autour de leur suzerain, supprimer l'exercice arbitraire des pouvoirs afin que le peuple puisse faire entendre ses désirs, choisir ses dirigeants et participer à la définition du programme implique de ne plus fonder la pensée éthique et politique sur le bilan historique variable qui convient à la volonté des dirigeants. Il faut étendre l'analyse du passé à tout ce qui est révolu et cesser de cantonner le bilan à ce qui paraît utilisable par ceux qui l'établissent. C'est sans doute ainsi que peut se comprendre que le mouvement pi Lin pi Kung ait donné lieu à une extension des documents fournis comme base au débat à des textes de confucéens, de légistes et de taoistes qui n'étaient plus lus ni vendus et qui ont permis aux esprits curieux de s'instruire et donc de se libérer des manipulations et des étroites surveillances et de se forger une interprétation personnelle en dehors du juste chemin tracé qui leur était proposé.

Les débats sur l'histoire présentent des réponses pour le futur et constituent des crises d'intégration dans lesquelles jusqu'à présent l'idéologie explique et répand le contenu de la politique que la direction dominante considère comme correcte mais il faut que l'idéologie prenne enfin en considération les intérêts de ceux qui sont les agents du développement actuel et non pas uniquement ceux de l'aristocratie féodale.

Si comme le disait Mao le 24.4.1945 "le peuple et le peuple seul est la force motrice qui crée l'histoire mondiale", il faut que la chronique des événements porte sur les faits réels et pas seulement sur l'interprétation rationalisée de certains faits sélectionnés formulée par ceux qui considèrent que puisqu'ils dominent la connaissance, ils ont le droit et le devoir d'orienter le cours des événements.

Pour que les lendemains puissent s'instruire aux leçons de la veille et marquer un progrès, l'histoire doit revêtir le sens de chronique la plus totale des faits mais elle doit aussi désigner les événements eux-mêmes que créent les divers groupes de la société et les développements matériels que réalisent ces groupes.